

PROJET

**FEUILLE de ROUTE SECTORIELLE
du Groupe AFD**

2024 – 2027

**EDUCATION ET FORMATION :
LES CLES DE L'EMPLOI DE DEMAIN**

Draft- ne pas circuler

Résumé :

Aujourd'hui, 244 millions d'enfants âgés de 6 à 18 ans ne vont toujours pas à l'école, dont 40 % en Afrique subsaharienne et 35 % en Asie centrale et du Sud. Il manque 44 millions d'enseignants pour assurer une éducation de base universelle. En 2050, plus de la moitié de la population mondiale aura moins de 30 ans, avec environ 1,3 milliard de jeunes qui arriveront chaque année sur le marché du travail.

L'acquisition de savoirs et de compétences tout au long de la vie et l'accès à l'emploi sont parmi les meilleurs moyens de réduire la pauvreté, d'élever les niveaux de santé, de promouvoir l'égalité entre les sexes, de sensibiliser au changement climatique et de faire progresser la paix et la stabilité.

Cette feuille de route 2024-2028 constitue la **déclinaison opérationnelle du Groupe AFD** de la stratégie internationale de la France et de l'Europe pour répondre au besoin impérieux d'investissement en faveur de l'ensemble du continuum éducatif dans les pays en développement.

Nos objectifs sont clairs : améliorer l'accès, la qualité, la gouvernance et le financement des systèmes éducatifs et de formation. Pour ce faire, nous nous concentrerons sur plusieurs axes clés :

- **Éducation de base** : nous travaillons à garantir l'accès universel à une éducation inclusive et de qualité, avec un accent particulier sur la rétention scolaire, notamment des filles, sur l'amélioration des compétences de base et la formation des professeurs ;
- **Enseignement supérieur et recherche** : nous soutenons un enseignement professionnalisant de qualité, renforçons la recherche et l'innovation, et facilitons l'insertion des diplômés sur le marché du travail ;
- **Formation professionnelle** : nous encourageons le développement de compétences tout au long de la vie, répondant aux besoins du marché de l'emploi, avec une attention particulière pour des secteurs clés tels que l'énergie, l'agriculture, et la santé ;
- **Emploi** : nous soutenons des politiques actives pour le marché du travail et favorisons l'entrepreneuriat, en particulier pour les femmes, les jeunes et les populations vulnérables, afin de garantir un accès à un travail décent et rémunérateur.

Pour y parvenir, le Groupe AFD se distingue plus particulièrement par :

- son **engagement durable** : nous nous engageons sur le long terme avec nos partenaires locaux, en privilégiant une approche alignée sur les politiques nationales ;
- ses **thématiques d'intervention** : nous concentrons nos efforts sur des secteurs souvent moins couverts par d'autres bailleurs, tels que la transition entre le primaire et le secondaire, l'apprentissage dual, ou le plurilinguisme ;
- ses **projets à impacts multiples** : nos initiatives visent à avoir un impact significatif sur des enjeux transversaux tels que le genre, le climat, la cohésion sociale ;
- sa **capacité à mobiliser une diversité d'acteurs** : nous collaborons avec une large gamme de partenaires, des gouvernements aux ONG, en passant par le secteur privé, avec l'appui des principaux pourvoyeurs d'expertise français, afin de maximiser l'impact de nos interventions.

Notre objectif ultime est de contribuer à la construction de sociétés plus justes, durables et équitables à travers le monde.

Table des matières

1.	Enjeux fondamentaux du secteur.....	6
1.1.	Contexte actuel.....	6
1.2.	Priorité stratégique de l'action extérieure de la France.....	7
2.	Synthèse des ambitions opérationnelles du Groupe AFD sur le secteur.....	7
2.1.	Ambition pour le Groupe.....	7
2.2.	Défis à venir.....	7
2.3.	Nos marqueurs clés, notre valeur ajoutée :.....	8
3.	Résultats et impacts recherchés.....	9
3.1.	Education de base : renforcer les apprentissages tout au long des parcours éducatifs.....	9
3.2.	Enseignement supérieur et Recherche (ESR) : promouvoir un enseignement professionnalisant, de qualité et levier de l'innovation.....	10
3.3.	Formation professionnelle : soutenir le développement des compétences tout au long de la vie	12
3.4.	Emploi : favoriser le travail décent au plus près des réalités territoriales.....	13
4.	Faire Groupe dans le secteur.....	15
5.	Mobiliser pour plus d'impact sur le secteur.....	17
Annexes		

1. Enjeux fondamentaux du secteur

1.1. Contexte actuel

L'éducation, la formation et l'emploi constituent des droits humains fondamentaux et le socle des ODD. Ils sont aussi un puissant vecteur de développement et l'un des meilleurs moyens de soutenir l'inclusion économique et sociale, d'élever les niveaux de santé, de promouvoir l'égalité entre les sexes et de faire progresser la paix et la stabilité. Enfin ils constituent des maillons indispensables au processus de transition vers des sociétés plus vertes et plus équitables.

En matière d'éducation de base, les pays en développement ont accompli des progrès importants en matière de scolarisation. Pour autant de **nombreuses inégalités subsistent**, notamment en termes d'accès, de qualité, d'équité entre les individus ainsi que de gouvernance et de financement des systèmes éducatifs. 244 millions d'enfants âgés de 6 à 18 ans ne vont toujours pas à l'école dans le monde, dont 40% en Afrique subsaharienne (98 millions) et 35% en Asie centrale et du Sud¹. De plus, les résultats scolaires des élèves et l'acquisition des compétences de base restent faibles et ont été considérablement impactés par la pandémie du Covid-19. D'après la Banque Mondiale, 70% des enfants de 10 ans ne sont pas en capacité de lire un texte simple dans les pays à revenu faible et intermédiaires, contre 57% en 2019 avant la pandémie, réduisant considérablement leurs chances de générer à l'avenir des revenus décents. **Le manque de formation initiale et continue des enseignants** et le déficit quantitatif de professeurs contribuent largement à **cette crise des apprentissages** (il manque 44 millions d'enseignants du primaire et du secondaire dans le monde pour assurer une éducation de base universelle d'ici 2030).

Si la jeunesse n'a jamais été aussi éduquée, connectée, active et mobile, des millions de jeunes ne trouvent pas de voie vers une activité porteuse d'autonomie et d'inclusion sociale (25% des jeunes sont des NEET)². En Afrique, ce sont 10 à 12 millions de jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail. L'agriculture y représente le premier secteur d'activité mais souffre d'un **manque d'attractivité et de dispositifs de formation de qualité**. Malgré l'élévation des niveaux d'instruction des jeunes avec notamment la massification de l'accès à l'enseignement supérieur, **les compétences sont globalement insuffisantes ou inadaptées aux exigences du marché du travail** et constituent souvent un frein à leur insertion, alors que **des opportunités liées aux transitions environnementales et numériques se dessinent**.

Au niveau mondial le « déficit d'emplois »³ demeure considérable (435 millions de personnes sans emploi en 2023) et fait apparaître **une fracture de l'emploi** majeure dans les pays à faible revenu, en particulier pour les femmes (15% contre 10% pour les hommes). En parallèle, **le phénomène des travailleurs pauvres** s'amplifie et les disparités de revenus ne cessent de se creuser. Même lorsque les personnes travaillent, elles occupent majoritairement des emplois de mauvaise qualité, faiblement rémunérés (630 millions de travailleurs dans le monde vivent avec moins de 2 USD par jour en 2023). Alors que le travail informel représente 58% de la main d'œuvre mondiale (et jusqu'à 90% dans de nombreux pays africains), seulement 47% des travailleurs bénéficient d'un dispositif de protection sociale. Là encore **les inégalités de genre sont majeures** : les femmes sont davantage touchées par le chômage, sont sur-représentées dans les emplois dévalorisés dans lesquels les conditions de travail sont difficiles, et ont moins accès à la formation, au recrutement et aux postes à responsabilité. Le manque d'opportunités économiques et la piètre qualité des emplois expliquent pour une large partie la mobilité contrainte des individus: exode rural, migrations régionales et internationale.

1 [244 millions d'enfants ne vont toujours pas à l'école dans le monde \(UNESCO\) | ONU Info](#)

2 *Neither in Employment, Education or Training*

3 Indicateur de l'OIT plus large que le taux de chômage qui comptabilise toutes les personnes qui souhaitent trouver un travail mais qui n'y parviennent pas.

Dans ce contexte, le développement des compétences fondamentales (lire, écrire, compter) et la reconnaissance des compétences techniques et professionnelles à tous les niveaux de qualification revêt une importance cruciale pour le déploiement de modèles de développement soutenables, justes, et la réussite des transitions. **Ils impliquent des investissements massifs, à l'inverse de la tendance actuelle à la baisse des dépenses publiques, notamment à l'éducation de base** (l'aide à l'éducation a baissé de 7% entre 2020 et 2021, avec une diminution de 20% pour l'Afrique subsaharienne...).

1.2. Priorité stratégique de l'action extérieure de la France

Face à ces enjeux, la France a fait de « **l'éducation de la jeunesse et la formation des professeurs dans les pays en développement** » l'un des 10 objectifs prioritaires de sa politique de solidarité internationale à l'occasion du Comité Présidentiel pour le Développement du 5 mai 2023, confirmé par le CICID de juillet 2023.

La France vient d'adopter une **nouvelle stratégie internationale en matière d'éducation de base** (2024-2028) orientée autour de cinq priorités thématiques : (1) garantir une éducation de qualité, inclusive et équitable, (2) contribuer à garantir l'accès universel à une éducation de qualité, inclusive et équitable, (3) soutenir l'éducation des filles et des adolescentes, (4) soutenir l'éducation en situation de crise et d'urgence), (5) améliorer la gouvernance et mieux financer les systèmes éducatifs.

La présente Feuille de route s'inscrit dans le cadre du nouveau **Plan d'orientation Stratégique** du Groupe AFD pour la période 2024-2028 (POS V) et ses quatre engagements : (i) se placer « du côté des autres », (ii) devenir la première banque publique de développement 100% ODD, (iii) devenir une plateforme de mobilisation de tous nos partenaires, (iv) tenir la promesse du Groupe AFD, augmenté avec l'intégration d'Expertise France depuis le 1^{er} janvier 2022 et avec la nouvelle stratégie de PROPARCO.

2. Synthèse des ambitions opérationnelles du Groupe AFD sur le secteur

2.1. Ambition pour le Groupe

Conformément aux orientations de l'action extérieure de la France, le Groupe AFD consacre la majorité de ses financements aux **pays africains**, tout en s'ouvrant de façon croissante vers de nouvelles géographies. **Depuis l'an 2000, ce sont plus de 4,8 milliards d'euros qui ont été consacrés au secteur éducatif et plus de 2 milliards d'euros qui ont été investis dans les systèmes d'emploi-formation, dans 33 pays africains** (les principaux pays d'intervention étant la Tunisie, le Maroc, le Nigéria, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Bénin). **Cette action devra être poursuivie et approfondie**. Elle devra également être élargie et adaptée à d'autres géographies, comme nous avons commencé à le faire en Afrique de l'Est, mais aussi en Asie, dans les Balkans et en Amérique latine ainsi que dans les collectivités d'Outre-mer.

Elle s'effectuera plus que jamais en **partenariat** avec les principaux acteurs du développement, en particulier le Partenariat Mondial pour l'éducation (PME/GPE), l'Union européenne, la Banque Mondiale, les banques régionales, les organisations onusiennes, les institutions bilatérales, certaines grandes fondations et visera à renforcer les synergies entre nos interventions pour un meilleur impact.

La force de l'AFD est de constituer un Groupe qui peut s'appuyer sur les financements et le savoir-faire de la maison mère, mais aussi sur la capacité de mobilisation de l'expertise publique par Expertise France et le financement du secteur privé par PROPARCO et bien-sûr sur notre réseau de plus de 100 agences sur le terrain.

2.2. Défis à venir

Les prochaines années seront marquées par plusieurs grands défis :

- **La multiplicité des crises** (sanitaire, alimentaire, environnementale, sécuritaire) impacte très directement les enfants, les jeunes et les femmes (43,3 millions d'enfants victimes de déplacements forcés fin 2022). Or, les interventions en matière d'éducation et d'emploi jouent un rôle clé de prévention et de renforcement de la résilience face aux crises. *Il est dès lors indispensable de maintenir et renforcer une offre Groupe de qualité pour assurer un accès aux services de base, en matière d'éducation, de programmes de formation et d'appui à l'employabilité dans les zones de crises ;*
- **Les effets négatifs d'un ralentissement économique global** : les crises économiques et sociales pèsent directement sur le revenu des familles et augmentent le risque de déscolarisation. Elles limitent aussi les ressources budgétaires et fiscales des pays et entraînent des tensions sur les dépenses publiques en faveur de l'éducation, la formation professionnelle et l'appui à l'emploi. L'impact de ces crises pèse aussi sur l'orientation des financements internationaux, avec une APD globalement en hausse en 2023 (essentiellement en raison du soutien à l'Ukraine et à Gaza) mais ciblant peu les pays les plus vulnérables et qui reste très en de ça de l'objectif des Nations Unies de 0,7%. L'impact est évidemment aussi conséquent sur les financements bilatéraux (cf. la baisse de l'APD de la France de 11% en 2023 par rapport à 2022). Les tensions budgétaires impactant les subventions disponibles interviennent alors que certains outils essentiels au financement du secteur éducation/formation professionnelle/emploi entament leur dernière phase, tels que les C2D en Afrique de l'Ouest et Centrale et que le nombre d'Etats désireux de s'endetter ne cesse de diminuer. *L'enjeu de mobilisation de financements supplémentaires, dans un contexte très concurrentiel pour les acteurs du développement est dès lors majeur pour le Groupe AFD. La priorité sera accordée au renforcement du partenariat avec la PME/GPE, avec la Commission européenne et avec les autres grands acteurs du financement de l'aide, bi- et multilatéraux, publics et privés, notamment les philanthropes ;*
- La **nécessaire accélération de la transition écologique et climatique**, et du verdissement des économies reste freinée par l'insuffisance **d'un capital humain sensibilisé et formé pour répondre à ces enjeux**. Une meilleure attention aux enjeux de **justice sociale** favorisera l'adhésion des sociétés aux transformations opérées. *Le groupe AFD renforcera la prise en compte de la dimension sociale des transitions écologiques (création de filières de formation aux métiers « verts », accompagnement des reconversions professionnelles, etc.) et l'intégration des enjeux de formation dans ses programmes d'infrastructures durables ;*
- **Le nouveau partenariat entre l'Afrique, l'Europe et la France** entraîne une nécessité de redéfinir notre offre et nos priorités géographiques en fonction des demandes et des besoins de nos partenaires. L'AFD était historiquement très présente dans le secteur de l'éducation et de la formation professionnelle au Sahel, *il importe désormais de se tourner également vers d'autres pays d'Afrique, mais aussi vers l'Asie et l'Amérique latine. Le Groupe entend aussi renforcer son action sur ce secteur dans les Outre-mers;*
- **La prise en compte de nouveaux secteurs**, liés notamment au développement du numérique et de l'intelligence artificielle ou à certaines priorités du Gouvernement français (promotion de la francophonie, sport ou encore gestion et gouvernance de la migration et déplacements forcés⁴) qu'il sera nécessaire de mieux intégrer dans l'offre du Groupe AFD.

2.3. Nos marqueurs clés, notre valeur ajoutée :

- Une **présence dans la durée et une implication forte dans le dialogue de politique publique** grâce à la mobilisation de nos agences et la participation aux groupes sectoriels locaux;

⁴ Indicateur n°10 du COM 2024-2026.

- Une **offre groupe** qui s'appuie sur les capacités financières et l'expertise développée depuis plus de 25 ans par l'AFD, sur le financement des acteurs privés de tout le continuum éducatif par PROPARCO et sur la capacité d'Expertise France, de concevoir et mettre en œuvre des projets qui renforcent durablement le développement de systèmes d'éducation et de formation de qualité ;
- Des **plateformes d'expertise** qui apportent une réponse « sur-mesure » à la demande de nos pays partenaires : Cap Compétences, APPRENDRE, RESSOURCES EDUCATIVES, ELAN, PASEC, Réseau FAR, etc ;
- Une approche qui privilégie « **l'alignement** » avec les politiques et les procédures nationales de nos pays partenaires. Cet alignement s'effectue au travers de plusieurs outils/dispositifs (en particulier les fonds communs) et l'évolution de nos modalités de financement de l'aide-projet vers les différentes formes de financements budgétaires ;
- Des **projets à impacts multiples** : **genre** - plus de 90% de nos projets ont un impact genre significatif (CAD 1 et 2) ; **climat** – avec des infrastructures durables, l'intégration des enjeux de transition écologique dans les parcours éducatifs et le développement d'emplois verts ; **cohésion sociale** – notamment grâce aux métiers de la santé, propres à renforcer l'accès aux services de base, etc ;
- Un positionnement ancré sur **certaines thématiques**, moins traitées par d'autres bailleurs (cf accent sur transition primaire-collège et lycée, apprentissage dual et informel, plurilinguisme) ;
- Une **capacité à intervenir avec de multiples acteurs** (gouvernement, OSC, secteur privé, collectivités locales,...) et à **différents niveaux** du régional au local ;
- Un accent fort sur les enjeux de formation initiale et continue de **l'ensemble des ressources humaines** intervenant sur le continuum (enseignants, directeurs, équipes ministérielles, chercheurs, formateurs, personnels de l'emploi/insertion ...).

3. Résultats et impacts recherchés

L'action du Groupe s'étend sur l'ensemble du **continuum éducatif**; préscolaire, éducation primaire et secondaire, alphabétisation, enseignement supérieur et recherche, formation professionnelle, insertion et maintien dans le marché du travail par l'emploi et l'entrepreneuriat – afin de contribuer à améliorer **l'accès, la qualité, la gouvernance et le financement des systèmes d'éducation et d'emploi-formation**.

Sur chacun de ces secteurs, le Groupe AFD veillera à apporter une **contribution concrète et significative aux enjeux de genre, de transition climatique et numérique, d'inclusion des populations vulnérables et de développement institutionnel et démocratique**.

De manière générale, l'évolution des systèmes éducatifs doit également contribuer à former des citoyens informés, compétents et responsables, capables de relever les défis des transformations de la société contemporaine et renforcer les acteurs et institutions publiques

3.1. Éducation de base : renforcer les apprentissages tout au long des parcours éducatifs

L'éducation de base de qualité pour toutes et tous constitue le socle d'un développement inscrit dans la durée. Dans une approche systémique de construction de capacités locales, les actions du Groupe ciblent respectivement les apprenants, les enseignants et autres personnels en charge de l'éducation, les écoles et l'environnement scolaire et finalement la gouvernance et le financement des systèmes éducatifs. Intervenant

du pré-primaire au second cycle du secondaire (lycée), le Groupe met l'accent sur l'enseignement primaire et le premier cycle de l'enseignement secondaire (collège) et tout particulièrement la transition entre les deux afin de renforcer le socle de compétence de base, améliorer les trajectoires éducatives des filles et des enfants les plus vulnérables et faire de l'éducation un facteur de réduction des inégalités et d'amélioration de la résilience aux chocs climatiques, sociaux et économiques. Le groupe travaille aussi à encourager le développement des compétences sociales et émotionnelles et l'éducation civique dans les cursus scolaires.

- Sur ce secteur central pour la réalisation des autres ODD, l'enjeu des prochaines années est de renforcer la qualité et l'impact de notre activité autour de **3 grands axes** :
 - **Accès-Equité** : contribuer à garantir l'accès universel à une éducation inclusive et soutenir la **rétention scolaire avec un accent particulier sur les filles et les contextes fragiles** ;
 - **Qualité** : contribuer à garantir une éducation de qualité équitable et pertinente **avec une priorité accordée à la formation des enseignants et autres personnels d'éducation**, ainsi qu'à la francophonie et au plurilinguisme ;
 - **Gouvernance** : améliorer la gouvernance, la résilience et l'efficacité des systèmes éducatifs pour une éducation de qualité, équitable et inclusive avec une priorité à l'alignement et aux fonds communs sectoriels visant à renforcer la planification, la prévisibilité et l'efficacité des financements éducatifs.

➤ **Les cibles** 2024-2027 sont essentiellement :

Financières :

- développer notre partenariat avec le PME/GPE ; renforcer notre contribution au dialogue de politique publique nationale (via notre rôle de chef de file/agence de coordination) ; promouvoir l'approche « alignement » ;
- poursuivre et renforcer la mobilisation du groupe AFD aux côtés de l'Union européenne, en particulier dans le cadre des grandes TEI régionales dont la mise en œuvre est confiée à Expertise France ;
- promouvoir certains outils tels que les prêts de soutien budgétaire et les Fonds commun sectoriels pour renforcer la planification, la prévisibilité et l'efficacité des financements éducatifs ;
- développer le sport comme vecteur d'éducation des enfants et des jeunes avec les grands acteurs du secteur.

Thématiques :

- contenu des programmes (formation des enseignants, éducation environnementale),
- genre (approche adolescentes, filles et enseignement des sciences),
- approche climat (infrastructures vertes),
- technologies éducatives (IA, TICE),
- alimentation scolaire, infrastructures sportives scolaires.

Géographiques :

- poursuivre notre partenariat privilégié avec les pays francophones ;
- appuyer l'éducation dans les pays en situation de crise afin d'assurer un accès aux savoirs pour les publics les plus vulnérables ;
- se positionner sur de nouvelles géographies (Asie et Amérique latine notamment) ;
- répondre aux besoins importants en Outre-mer et dans les Caraïbes.

3.2. Enseignement supérieur et Recherche (ESR) : promouvoir un enseignement professionnalisant, de qualité et levier de l'innovation

Les enjeux de ce secteur sont nombreux : accroître les capacités d'accueil et lutter contre les inégalités d'accès d'ordre territorial, social, et de genre ; renforcer les capacités de pilotage stratégique des pays partenaires ; améliorer la qualité des enseignements ; améliorer l'insertion des personnes diplômées et renforcer les structures nationales de recherche et d'innovation.

➤ Sur ce récent mandat, qui connaît une croissance importante, les interventions du Groupe AFD se structurent autour des **enjeux clés** de :

- **L'élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur** et l'inclusion sociale des populations vulnérables : construction de campus et de logements étudiants, prêts étudiants,
- **La diversification et professionnalisation de l'enseignement supérieur** : développement de programmes courts, renforcement des liens avec le secteur privé et entrepreneuriat,
- **L'amélioration de la qualité** grâce à une meilleure gouvernance : procédures de qualité des établissements, renforcement de capacités des personnels,
- **Le renforcement de la recherche et de l'innovation** : financements des écosystèmes d'innovation (parcs spécifiques, technopoles, cluster), renforcement des capacités de recherche humaine et matérielle,
- **L'adaptation à la transformation numérique** : infrastructures de connectivité, services éducatifs numériques, création de cursus sur l'économie numérique,
- **La prise en compte des enjeux de genre en milieu universitaire** : violences basées sur le genre en milieu universitaire, diversification des filières d'accès pour les femmes).

➤ Les principales **cibles 2024 – 2027** sont :

Thématiques :

- rôle d'entraînement de l'ESR dans la transition environnementale (développement des compétences et de la recherche au service de la transition) ;
- intelligence artificielle (IA) et numérique (soutien aux initiatives de recherche et de développement des solutions basées sur l'IA et développement des capacités de calcul) ;
- innovation au sein des universités (fablab, incubateurs, plateaux technico-pédagogiques, etc.)

Financières :

- développer l'activité non souveraine auprès des universités, notamment dans les géographies émergentes et les financements budgétaires en appui aux politiques publiques de soutien à l'ESR ;
- renforcer le partenariat avec la Banque mondiale autour du cofinancement de l'ESR et des centres d'excellences.

Géographiques :

- Afrique : financement de l'offre, développement des STEM, soutien aux politiques publiques ESR et numérique, intégration régionale et collaboration universitaire /de recherche Nord-Sud/Sud-Sud
- Amérique latine, Asie et Balkans : inclusion sociale des populations vulnérables et approche genre, accompagnement à la transition juste, soutien direct aux universités, équipements de capacités de calcul et soutien à l'innovation-recherche, régénération des campus dans le cadre des programmes d'urbanisme.
- Outre - mer : régionalisation et attractivité de pôles universitaires français de référence, accès et diversification de l'offre (incluant l'enseignement à distance), accompagnement à la transition juste.

Opérationnelles :

- Renforcer les opérations sur le secteur de la recherche au Sud dans une approche d'alignement aux agendas nationaux et régionaux ;
- Favoriser les mises en réseau et construire des partenariats académiques et scientifiques pérennes entre acteurs du Nord et du Sud (partenariat privilégié avec des établissements d'enseignement supérieur français).

3.3. Formation professionnelle : soutenir le développement des compétences tout au long de la vie

Le Groupe AFD soutient le développement d'offres de formation diversifiées, favorisant l'apprentissage tout au long de la vie et répondant aux besoins du marché du travail, en permettant aux individus de s'adapter aux différentes transitions en cours. Il privilégie les approches **territoriales** et **sectorielles** afin d'accompagner le développement économique de ses pays d'intervention et un service public emploi-formation de proximité, tout en assurant une équité territoriale. Il accorde une attention particulière à certains secteurs prioritaires comme l'énergie, l'agriculture, la santé et les transports.

La demande de financements en formation professionnelle étant en forte augmentation (11,5 M€ en moyenne pendant la décennie 2000 contre 137M€ dans la décennie 2010), le Groupe entend les accompagner en privilégiant des **financements basés sur les résultats**.

- Pour répondre aux demandes des pays partenaires, les interventions du Groupe AFD s'articulent autour de **4 axes** :
 - **Accompagnement des centres de formation pour mieux répondre aux besoins du marché de l'emploi** : infrastructures et équipements, promotion des modèles de gouvernance établis sur un partenariat public-privé pour répondre aux besoins du marché, rénovation des offres de formation et formation des formateurs ;
 - **Promotion de l'apprentissage dual**⁵ via le développement de l'alternance avec les centres de formation, notamment dans les économies informelles où les systèmes d'apprentissage constituent souvent la principale modalité d'acquisition de compétences pour les jeunes ;
 - **Appui à la mise en place de parcours d'insertion**, pour un public éloigné du marché du travail, de **perfectionnement** ou de **reconversion** et prenant en compte les besoins et les barrières sexo-spécifiques ;
 - **Appui aux systèmes publics et territoriaux d'emploi-formation**, pour la définition et la mise en œuvre de politiques et de dispositifs partenariaux d'emploi et de formation pertinentes et durables.
- Tout en poursuivant ces objectifs stratégiques, d'autres solutions adaptées aux nouveaux enjeux seront développées :

Thématiques : amélioration de la qualité de l'apprentissage dans les économies informelles ; financement de la formation agricole et rurale en réponse à l'enjeu de massification de ces dispositifs et en prenant en compte des enjeux de changement climatique ; formation des ressources humaines en santé ; développement d'une approche intégrée protection sociale– emploi – formation pour accompagner la « transition juste » ; reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle pour renforcer l'employabilité ; répondre aux migrations internes et sud-sud.

Financières : développement de financements basés sur les résultats et en particulier les financements budgétaires de politique publique dans le secteur de la FP ; renforcer le partenariat avec d'autres acteurs, multilatéraux et bilatéraux (telle que la KfW) sur ce segment.

Géographiques : diversifier les géographies d'intervention, avec une concentration thématique différenciée :

- Afrique : développement de l'offre de formation, amélioration de l'apprentissage informel, formation agricole et rurale, accès des jeunes vulnérables aux dispositifs de formation professionnelle adaptés ;

⁵ L'apprentissage de type « dual », s'effectue en alternance entre une entreprise formatrice et un centre de formation professionnelle : voir la [recommandation n°208 d'ILO](#) sur les apprentissages de qualité (2023)

- Amérique latine et Asie : développement des compétences en lien avec les besoins des transitions justes, renforcement des partenariats publics-privés dans la gouvernance des centres de formation ; appui au système d'emploi-formation.
- Outre-mer : développement des parcours de mobilité régionales, développement des formations pour les ressources humaines en santé ; développement des compétences en lien avec les besoins des transitions justes ; appui au système d'emploi-formation.

3.4. Emploi : favoriser le travail décent au plus près des réalités territoriales

Le Groupe AFD soutient le développement de politiques actives du marché du travail, l'accès des individus – et notamment des femmes, des jeunes, et des personnes vulnérables — à l'emploi et à l'entrepreneuriat, et l'amélioration de la qualité des emplois. Les interventions sont ancrées au plus près des réalités territoriales, économiques, sociales et environnementales des pays d'intervention, en faveur de métiers porteurs et rémunérateurs liés aux besoins des filières existantes ou en développement. Ainsi, les métiers verts, pour accélérer la transition écologique, les métiers de la santé, secteur d'emploi en déficit mondial et les métiers relatifs à des secteurs prioritaires et stratégiques seront soutenus.

Le Groupe cible la **création d'emplois**, en accordant une attention particulière à leur **qualité** afin de contribuer à une progression vers le travail **décent pour toutes et tous**, idéal normatif promu par l'OIT.

➤ Pour répondre aux demandes des pays partenaires, les interventions du Groupe s'articulent autour des **axes suivants** :

- **Améliorer l'employabilité par le développement des compétences** : programmes de formation professionnelle ou d'enseignement supérieur visant à renforcer l'adéquation des compétences avec l'évolution du marché du travail, tout au long de la vie ;
- **Soutenir des politiques actives du marché du travail** : développement de l'offre de services et renforcement des services publics de l'emploi (dispositifs THIMO - Travaux à haute intensité de main d'œuvre, dispositifs AGR -Activité génératrice de revenus, et MPE -Micro et petite entreprise, chantiers-école, stage).
- **Appuyer l'entrepreneuriat formel et informel** : développement d'une offre de services financiers et non financiers en appui à l'auto-entrepreneuriat et aux micro-entreprises, appui aux entrepreneurs du secteur informel, renforcement des opportunités d'entrepreneuriat décent en milieu rural, exploitation des opportunités d'entrepreneuriat dans des nouveaux secteurs liés aux transitions énergétiques - écologiques – numériques – sociales. Volet conduit avec les acteurs membres de la communauté de pratiques Entrepreneuriat (ARB, SYP, SYF), Proparco et Expertise France ;
- **L'amélioration des conditions de travail et la prise en compte des aspects sociaux des transitions** : Accompagner les transitions des pays en prenant en compte les dimensions sociales (perte de travail, reconversion professionnelle, « compétences vertes » en matière d'énergie, climat, biodiversité, verdissement des métiers « classiques », compétences répondant en niveau et en qualité avec les besoins des entreprises, ...), Renforcer la prise en compte des enjeux de travail décent du secteur informel dans les politiques publiques, Renforcer les dispositifs de formation continue et de reconversion professionnelle, Favoriser la structuration de la représentation des entreprises du secteur informel ;
- **Favoriser l'autonomisation économique des femmes** : programmes d'accompagnement à l'entrepreneuriat féminin, structuration de politiques publiques visant l'intégration égalitaire des femmes dans le monde économique, appui à l'adaptation du cadre juridique pour lutter contre les discriminations et réduire les inégalités sur le marché du travail, structuration et reconnaissance des compétences et métiers exercées (travailleuses domestiques, métiers du Care...), formation pour accéder à la certification, accompagnement des entreprises/employeurs pour appliquer les principes d'égalité et le droit du travail, initiatives sur le Fonds de soutien aux organisations féministes (FSOF) pour des activités de plaidoyer ;
- **La réinsertion socio-professionnelle de jeunes vulnérables** : Formations techniques courtes, Formations aux savoirs êtres, appuis à l'entrepreneuriat adaptés aux publics vulnérables, appui à l'accès au financement, avec des dispositifs innovants comme les prêts d'honneur, dispositifs de volontariat.

- Tout en poursuivant ces objectifs stratégiques, d'autres solutions adaptées aux nouveaux enjeux seront développées :

Thématiques :

- Contribution à l'agenda des pays pour une « transition juste » par le financement de dispositifs d'insertion / de reconversion (métiers verts) accompagnant les transitions vers des modèles de développement bas-carbone ;
- Migrations : appui à la réinsertion citoyenne, sociale et économique des populations retournées dans leur pays, plaider pour l'ouverture des politiques publiques d'appui à l'employabilité et au travail décent aux populations migrantes et réfugiées et plus globalement soutien au développement économique des territoires pour offrir plus d'opportunités aux jeunes notamment
- Travail décent et protection sociale : promotion de modèles inclusifs pour les travailleurs(es) et les entrepreneurs(res) soutenus par les dispositifs ; promotion de modèles inclusifs pour les travailleurs(es) et les entrepreneurs(res) soutenus par les dispositifs.

Financières : développer les financements basés sur les résultats et les financements budgétaires de programmes et de politique publique, basés sur un dialogue de politique publique de qualité.

Géographiques : diversifier les géographies d'intervention, avec une concentration thématique adaptée aux enjeux régionaux :

- Afrique : informalité du marché du travail (lien avec protection sociale), insertion économique et professionnelle des populations éloignées du travail, appui technique et financier à l'entrepreneuriat, autonomisation économique des femmes, égalité de genre en matière d'emploi (accès, rémunération, qualité des emplois), travail décent, migrations et emploi ;
- Europe de l'Est et Balkans, en lien avec l'offre d'Expertise France ;
- Amérique latine et Orient : Informalité du marché du travail (lien avec protection sociale), accompagner la structuration des filières et la création de filières de formation et de financement des emplois verts et verdissants, travail décent, égalité de genre en matière d'emploi (accès, rémunération, qualité des emplois) ;
- Outre-mer : Parcours d'insertion pour les personnes les plus éloignées du marché de l'emploi, développement des compétences sur les métiers porteurs (économie bleue, santé, transition écologique).

4. Faire Groupe dans le secteur

4.1. Avec Expertise France

Expertise France accompagne ses partenaires afin de promouvoir le développement de systèmes d'éducation et de formation de qualité, favorisant une insertion sociale et professionnelle réussie et appuie ainsi la mise en place des conditions permettant une transition juste. Elle met en œuvre une quarantaine de projets dans ces domaines, notamment au travers de financements de l'AFD et de l'Union européenne.

En 2023, le pôle Education, Enseignement Supérieur et Recherche comptait 9 projets en cours, principalement en Afrique, pour un volume total de 63,6 millions d'euros, tandis que le portefeuille formation professionnelle et emploi en comptait 15 pour un volume financier de 75M€.

➤ Géographies d'intérêt commun

- Afrique : en lien avec les grandes initiatives équipe Europe « TEI » régionales : *RTLA*, initiative régionale pour les enseignants (49 pays d'ASS), *PEERS*, amélioration du dialogue institutionnel en éducation en Afrique et *OP –VET – opportunity driven skills and VET in Africa*
- Outre-mer - nouveau mandat pour EF ; Haïti sur l'éducation de base en lien avec le PME/GPE ;
- AML – en lien avec les programmes régionaux (EUROSOCIAL) ; partage d'expérience sur prévention violence en milieu scolaire (projet APVES, El Salvador)
- Orient et Asie : Balkans, Cambodge (notamment en lien avec les jumelages), Ukraine ?

➤ Secteurs d'intérêt commun

- Formation des enseignants, enseignement du français, ressources éducatives (cf PARLE en Tunisie)
- Accompagner la transition juste (cf finalité Cap Compétences 2.0)
- sport (cf partenariats NBA et FIFA)
- appui aux populations vulnérables (réfugiés)
- genre

➤ Modalités de coopération :

- Coopération sur les grandes TEI : faire le lien/capitaliser avec partenaires et programmes AFD ; effet levier pour des prêts souverains
- Facilités type Cap Compétences qui peut être étendue à d'autres secteurs
- Synergies partenariales (APPRENDRE, CONFEMEN, ITC-ILO) pour le renforcement des capacités et la mobilisation d'expertise
- Mise en cohérence des outils de redevabilité
- Partage d'informations, formations communes, missions communes, etc
- ETI : information et invitation aux PFS et animations régionales

4.2. Avec Proparco

Proparco soutient des acteurs privés sur l'ensemble du continuum éducatif : de l'éducation de base à l'emploi décent, en passant par l'enseignement supérieur et la formation professionnelle, en mobilisant divers instruments (financement en dette, en fonds propres, éventuellement avec bonification ou subvention, assistance technique). L'offre de Proparco se positionne en complémentarité de l'offre publique pour étendre la couverture de services éducatifs avec une attention particulière portée à l'accessibilité financière et/ou géographique, à la qualité de l'enseignement et à l'impact environnemental. Au-delà du financement des groupes privés d'éducation, Proparco peut intervenir également dans des structures de Partenariats Publics Privés, associant des groupes de construction, des institutions financières et des entités publiques, notamment pour financer le développement d'infrastructures scolaires (campus universitaire, logement étudiant...).

➤ Géographies d'intérêt commun :

- Afrique : financement d'universités (Amref), de réseaux d'écoles K12 (MLF, Enko), de logements étudiants (Respublica) ou de start-ups ;
- AML : financement d'universités et de création de contenu éducatif, potentiel pour des PPP ;
- Asie et Moyen-Orient : potentiel pour des PPP.

➤ Secteurs d'intérêt commun

- Infrastructures scolaires, formation des enseignants et production de ressources éducatives ;
- Financement d'universités et de logements étudiants ;
- Développement de filières scientifiques et innovantes, soutien des entreprises développant des activités dans l'accès et les contenus numériques, intelligence artificielle ;
- Soutien à des réseaux d'écoles ;
- Création et qualité des emplois ;
- Soutien à l'entrepreneuriat ;
- Prêts aux étudiants ;
- Technologies éducatives.

➤ Modalités de coopération :

- Coordination entre les appuis aux politiques publiques et les financements au secteur privé pour garantir l'adéquation entre les filières de formations et les besoins des entreprises ;
- Complémentarité entre appui aux autorités publiques et financement d'acteurs privés dans le cadre de projets en partenariat public-privé ;
- Création de cadres de concertation entre entreprises du secteur privé et acteurs publics (centre de formation, apprentissage, fonds de financement de la formation professionnelle) ;
- Mise en commun d'initiatives publiques et privées au sein de Technopark réunissant des laboratoires de recherche et des incubateurs d'entreprises
- Création de fonds d'appui à l'insertion en partenariat public et privé au sein des institutions de micro finance
- Réflexion sur les financements basés sur les résultats/l'impact (« outcomes-based finance », « impact-linked finance »).

5. Mobiliser pour plus d'impact sur le secteur

Le groupe AFD est engagé dans une démarche partenariale active aux niveaux global, régional et local pour répondre de manière efficace et pertinente à la demande des bénéficiaires, maximiser les impacts des financements et nourrir des collaborations à forte valeur ajoutée entre acteurs du développement.

Les modalités de ces partenariats sont variées : mise en œuvre de projets, délégations de fonds, co-financements de projets et programmes dans les pays partenaires, financement d'études et de travaux de recherche, capitalisation et partage de bonnes pratiques, construction de réseaux d'expertise, etc.

➤ Les acteurs institutionnels français

De nombreux projets mobilisent le savoir-faire et les connaissances des services centraux, déconcentrés et des opérateurs des ministères de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse et de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Les projets en matière de Formation professionnelle et d'Emploi peuvent également compter sur la mobilisation d'autres ministères, à l'instar de ceux l'Agriculture ou du Travail, ainsi que sur les agences publiques dont ils ont la tutelle, en particulier France Travail. La collaboration avec les acteurs publics français passe également par un dialogue étroit et régulier entre les agences de l'AFD et les postes diplomatiques dans les pays, en particulier avec les services de coopération (SCAC) et le réseau culturel français. Les collectivités territoriales françaises peuvent également être impliquées dans des projets de coopération dans le secteur, en particulier lorsqu'il s'agit de territoires ultra-marins.

➤ L'Union européenne

Le partenariat avec l'UE est essentiel pour le Groupe, en particulier Expertise France. L'inclusion sociale et le développement humain occupent une place centrale dans la programmation 2021-2027 (cible développement humain à 20%, dont cible éducation de base à 10%). L'UE procède actuellement à sa révision à mi-parcours, très impactée par le soutien apporté à l'Ukraine. Mais des ressources conséquentes (environ 6Mds€) devraient encore être disponibles pour des programmes liés à l'éducation de base. L'articulation avec les grands programmes régionaux délégués à Expertise France constituera un marqueur fort de notre offre Groupe.

➤ Les organisations et banques régionales et internationales

Le groupe AFD a noué de longue date des partenariats privilégiés et à forte valeur ajoutée avec les organisations multilatérales du secteur de l'éducation, en particulier l'UNESCO et son Institut de planification de l'éducation (IIPPE), l'UNICEF, la Banque mondiale, l'OIT et bien-sûr le **Partenariat mondial pour l'éducation** (PME/GPE).

L'AFD et le PME

Afin de favoriser une transformation effective et pérenne des systèmes éducatifs des pays en développement, la France soutient le Global Partnership for Education (GPE), seul fonds mondial sous forme de dons exclusivement consacré à l'éducation de base. Pour le cycle de financement 2021 – 2025, la France a contribué à hauteur de 333 M€ (sur les 5 Mds USD levés), et constitue ainsi le 4ème bailleur de fonds du GPE, derrière l'UE, la Grande Bretagne et la Norvège.

En dix ans de coopération, l'AFD est devenue le 3ème agent délégataire des fonds du PME/GPE avec près de 650M\$ de fonds délégués depuis 2013 dans un grand nombre de pays du continent africain.

Au niveau des entités régionales, l'Union africaine, la CEDEAO, le G5 Sahel sont des partenaires institutionnels importants afin de renforcer l'ancrage régional et l'appropriation des projets financés. Les banques multilatérales et régionales de développement sont également des interlocuteurs et co-financiers de plus en plus sollicités, à l'instar de la **Banque Mondiale** (BIRD), la banque interaméricaine de développement (BID) ou la banque africaine (BAD).

Enfin, les **institutions de la Francophonie** sont des partenaires majeurs pour l'AFD au niveau régional, notamment la CONFEMEN (Conférence des ministres de l'Education des Etats et gouvernements de la Francophonie), l'AUUF (Agence Universitaire de la Francophonie) et l'IFEF (Institut de la Francophonie pour l'Education et la Formation). Ces partenariats stratégiques et opérationnels sont amenés à se développer, en lien avec les engagements prévus pour le Sommet de Villers-Cotterêts d'octobre 2024 et le partenariat en cours de finalisation avec l'OIF.

➤ **La coalition FICS et nos partenariats avec les autres agences de développement**

Le Groupe poursuivra son engagement dans le cadre des **coalitions sur les investissements sociaux** au sein du **FICS** à travers notamment notre partenariat avec ITC-ILO (renforcement des capacités, mobilisation d'expertise, animation du dialogue social).

Il renforcera également ses relations avec les autres agences et banques bilatérales de développement, en particulier dans le cadre de co-financements de projets ou de participation à des fonds communs sectoriels (LuxDev, DDC Suisse, Norad, ENABEL, etc).

➤ **Les organisations de la société civile**

Le Groupe AFD appuie les OSC présentes dans le secteur de l'éducation (plaidoyer et opérations), tant française que locales ou internationales. Le groupe AFD privilégie l'organisation en consortium des ONG reconnues pour leurs expertises dans le secteur et ayant une bonne connaissance des terrains d'interventions notamment en zones de crises et conflits.

Enfin, les associations communautaires, de parents d'élèves, etc. sont également des partenaires clés afin de garantir l'appropriation des projets par les populations mais également afin d'atteindre les publics marginalisés et/ou vulnérables.

➤ **Le secteur privé**

Les acteurs privés dans ce secteur, avec lesquels le Groupe AFD est amené à travailler, sont de différentes natures et servent des objectifs variés : les établissements d'enseignement et de formation ; les entreprises partenaires et leurs organisations représentatives, en particulier dans le secteur de la FP et de l'emploi, les entreprises du secteur des NTIC et du secteur bancaire ; les prestataires de services extra-scolaires (transport ; activités culturelles, logement, etc.) ; les bailleurs privés et les fondations déployant ou et/finançant des activités d'éducation, d'appui à l'entrepreneuriat, y compris dans le cadre de financements innovants ; les bureaux d'études et cabinets de consultants.

Le groupe renforcera plus particulièrement son partenariat avec les **fondations philanthropiques**, dont certaines sont fortement mobilisées sur le secteur de l'éducation et de la formation-emploi. Le Groupe développera notamment ses relations avec la Fondation **GATES** (en lien avec SAN sur des projets relatifs aux ressources humaines en santé).

Au lendemain des Jeux Olympiques, le Groupe poursuivra également le partenariat engagé avec les acteurs du monde du sport, tels que la **FIFA** (en lien avec CLS sur la construction d'infrastructures scolaires sportives dans plusieurs de nos pays d'intervention).

Annexe 1 : Indicateurs de suivi

Dans le cadre de la feuille de route 2024-2028, un nouveau cadre de redevabilité a été mis en place afin de renseigner trois catégories de méta-indicateurs communs pour le groupe AFD. Ces méta-indicateurs de suivis se situent au niveau :

- (1) des **bénéficiaires** : nombre de bénéficiaires de services d'éducation, de formation et d'emploi soutenus ;
- (2) des **établissements/structures** : nombre d'établissements/structures soutenus offrant des services d'éducation, de formation et d'emploi ;
- (3) **des personnels/ressources humaines** : nombre de personnels bénéficiant de formation / de renforcement de compétences pour l'amélioration des services d'éducation, de formation et d'emploi.

Renseigné spécifiquement au niveau de de l'éducation de base, de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle et de l'emploi, les indicateurs agréables (IA) visent à renseigner les évolutions des résultats au niveau de l'accès, de l'équité et de la qualité.

Domaine	Indicateur agrégéable	Unité
Education de base	Nombre d'élèves dont la scolarisation au cycle primaire a été soutenue	Bénéficiaires
	Nombre d'élèves dont la scolarisation au 1er cycle du secondaire a été soutenue	Bénéficiaires
	Nombre d'élèves dont la scolarisation au 2em cycle du secondaire a été soutenue	Bénéficiaires
	Nombre de filles dont la scolarisation au primaire ou au secondaire a été soutenue	Bénéficiaires
	Nombre de personnels de l'éducation bénéficiant de formations /renforcement de compétences	Ressources Humaines
	Nombre d'établissements éducatifs soutenus au cycle primaire et secondaire	Etablissements
Enseignement Supérieur	Nombre d'étudiants dont les études supérieures ont été soutenues	Bénéficiaires
	Nombre de femmes dont les études supérieures ont été soutenues	Bénéficiaires
	Nombre de personnels de l'enseignement supérieur bénéficiant de formations /renforcement de compétences	Ressources Humaines
	Nombre d'établissements d'enseignement supérieur soutenus	Etablissements
Formation professionnelle	Nombre de bénéficiaires dont la formation professionnelle a été soutenue	Bénéficiaires
	Nombre de femmes dont la formation professionnelle a été soutenue	Bénéficiaires
	Nombre de personnels de la formation professionnelle bénéficiant de formations /renforcement de compétences	Ressources Humaines
	Nombre d'établissements de formation professionnelle soutenus	Etablissements
Emploi	Nombre de bénéficiaires de services et programmes d'emploi soutenus (hors entrepreneuriat)	Bénéficiaires
	Nombre de bénéficiaires de services et programmes de création d'entreprise ou d'auto-emploi	Bénéficiaires
	Nombre de femmes bénéficiaire de services et programmes d'emploi, de création d'entreprise ou d'auto-emploi	Bénéficiaires
	Nombre de personnels de l'emploi/insertion bénéficiant de formations /renforcement de compétences	Ressources Humaines
	Nombre de structures d'emploi, de création d'entreprise soutenus	Etablissements

Annexe 2 : Principaux partenaires techniques français

Sous-secteur	Partenaire	Objet
Education de base	FEI	
	Réseau Canopée	
	AUF	
Enseignement supérieur et Recherche	ADIUT (Association des Directeurs des Instituts Universitaires de Technologie)	Gouvernance et des gestion des IUT
	CentraleSupélec	Formations techniques, renforcement de capacités, séjours d'études
	ParisTech	Formations techniques, renforcement de capacités, séjours d'études
	Montpellier Supagro	Formations techniques, renforcement de capacités, séjours d'études
	Ecole centrale Lyon	Formations techniques, renforcement de capacités, séjours d'études
	Université Paris-Dauphine	Formations techniques, renforcement de capacités, séjours d'études
	ESTP Paris	Formations techniques, renforcement de capacités, séjours d'études
	ENAC	Formations techniques, renforcement de capacités, séjours d'études
	Polytechnique	Formations techniques, renforcement de capacités, séjours d'études
	CNAM	Etudes, Renforcement de capacité
	Campus France	Gestion de bourses, Evènements
	IRD	Appui à la structuration de la recherche, lancement d'appel à projet de recherche, valorisation de la recherche
	CIRAD	Appui à la structuration de la recherche en agro - AMO identification équipements des universités
	Université Limoges CDES	Formations techniques, renforcement de capacités, séjours d'études
	AUF	¹ -Appui à la structuration du numérique universitaire - Appui à la gouvernance universitaire
	Hcéres	Etudes et diagnostics, gestion de fonds d'amoçage
ANR	Gestion d'appels à projets	
Formation professionnelle	ICT ILO	
	CEREQ	
	CARIF OREF	
	ICT Turin	
	CAFFRO	
Emploi	France Travail	
	Initiative France	